

Le localisme n'est ni réactionnaire, ni passéiste... il est fondamental

Nombre de médias ont, récemment, condamné l'appropriation par l'extrême droite de la thématique du localisme. Toutefois, ces condamnations sont formulées comme si leurs auteurs pensaient que le localisme est, réellement, un concept « *élaboré dans les années 1970-1980, par l'extrême-droite la plus réactionnaire* »... comme si plaider pour l'autonomie du territoire, les « productions de proximité », les « circuits courts » relevait, à l'époque de la mondialisation, d'une vision réactionnaire... comme si les ressources du territoire et du local ne méritaient qu'un regard condescendant. Par conséquent, une mise au point ne semble pas superflue.

Par Thomas Regazzola

Le localisme n'est ni réactionnaire, ni passéiste... il est fondamental

Risque de contamination

J'ai toujours été préoccupé par l'inquiétante proximité entre les arguments écologiques invoqués par l'extrême droite et les plaidoyers développés par nombre de groupes de l'économie solidaire, en faveur de l'auto-développement du territoire.

Bien qu'elle ne conçoive l'écologie que dans le cadre mono ethnique de ses obsessions identitaires, l'extrême droite (cette galaxie de mouvements populistes, nationalistes, communautaristes qui va des royalistes aux néo-nazis), se dit, elle aussi, anticapitaliste, conteste, elle aussi, la folie de la globalisation mercantile, la tyrannie de l'Avoir, le despotisme du fric, la société de consommation.

Elle défend les vertus du juste-échange, contre le libre-échange. Elle appelle à résister au mondialisme, critique l'homogénéisation économique, technologique, sociale, spatiale du monde, qui génère « *des individus hors-sol* »; elle invite à la transition, à la décroissance. Fustigeant la grande distribution, autant que l'agriculture intensive, elle promeut les circuits courts, souhaite relocaliser la production, propose un pourcentage de produits locaux dans les cantines scolaires, les maisons de retraite, les hôpitaux.

Il ne s'agit pas seulement de paroles verbales. Sous le slogan *Ne laissons pas que le profit détruise la nature*, ses militants (et même ses élus) participent (ou tentent de participer) à des manifestations écologistes (NDDL, barrage de Sivens, projet Europa City d'Auchan...). Par ailleurs, ses groupes, aussi, donnent dans le dévouement, le bénévolat, l'altruisme, la générosité, la gratuité, le don. S'établissant dans des villages en crise démographique, ils font œuvre de socialisation, promeuvent des lieux d'animation conviviale et culturelle, des projets de vie collective, des maisons vertes, des potagers bio, des circuits de distribution locale et même des Amap.

Par exemple, l'association « *Des racines et des Elfes* » qui lutte pour « *préserver l'identité des Européens, menacée par l'évolution démographique* », réaménagement, à Mouron-sur-Yonne (99 habitants), une briqueterie désaffectée, pour en faire un lieu d'artisanat, d'agriculture bio, de convivialité, de culture : « *la Desouchière* »¹. Ses pseudopodes, atteignent Dijon, où le *Cercle*

¹ Voir, à ce sujet <<http://ladesouchiere.blogspot.com>>, ainsi que : <<http://ladesouchiere-degage.over-blog.com>>

Vincenot propose, aux citoyens, les paniers de son Amap; puis, Besançon, où « *la Caborne* », organise des activités culturelles, sportives, s'efforce d'organiser les vigneron bio, projette une coopérative d'achat des produits alimentaires. En même temps, dans la forêt morvandelle, *Europe Jeunesse* (proche de l'organisation Grece, le Groupement de recherche et d'études pour la civilisation européenne) https://fr.wikipedia.org/wiki/Liste_d%27associations_scoutes_fran%C3%A7aises_non_agr%C3%A9%C3%A9es#Europe-Jeunesse organise, des vacances scouts, au « Camps des Germaines » (de 8 à 15 ans)².

Le nombre des structures similaires est difficile à évaluer, cependant il est certain qu'il en existe, partout en France, témoignant de la volonté de s'installer sur tout le territoire³.

Leurs sites et blogs prêchent l'écologie et l'anticapitalisme, tout en préconisant une organisation sociale communautariste, solidaire, cela va de soi, bien qu'inspirée par l'imaginaire d'une France éternelle, avec sa population de souche, ses racines charnelles, son âme celte ... dont l'horizon stratégique serait un grand ensemble européen « d'hommes blancs », de Brest à Vladivostok⁴.

Et puis voilà que, pour enfoncer le clou, lors des élections européennes, le Rassemblement National, tirant profit de cette proximité⁵, s'empare du concept de local pour étayer une représentation de la communauté, en terme de « biotope culturel », au service de sa phobie du métissage et de son souverainisme xénophobe (Europe des ethnies).

Nombreux media⁶ ont relevé, dans une levée de boucliers consensuelle, l'utilisation, à des fins électorales, par le RN du concept de « local » et ont contesté cette appropriation qu'ils ont jugée illégitime. Ils ont souligné que ce pseudo-localisme avait été introduit dans le corpus programmatique du RN au moment où le FN avait renoncé à l'idée que la France quitte l'Euro et sorte même de l'UE.

Malheureusement, ces critiques (qui ne soulignent jamais la légitimité du local et la nécessité d'en valoriser les ressources), sont formulées de façon telle qu'on pourrait penser que leurs auteurs s'imaginent que le souci du local est, réellement, un concept élaboré dans les années 1970-1980, par l'extrême-droite la plus réactionnaire et qu'on pourrait se demander s'ils ne seraient pas enclins à considérer qu'à l'époque de la mondialisation, plaider pour l'autonomie du territoire, les « productions de proximité », les « circuits courts » relève d'une vision réactionnaire, contredisant les valeurs de la « vraie » écologie⁷.

Force est de constater que, malgré la faveur dont jouissent, actuellement, les thématiques écologiques, le culte de la grande dimension hante, toujours les esprits, empêchant de comprendre l'importance des ressources du niveau local que les macro économistes, les décideurs politiques ou économiques, ainsi que nombre de relais d'opinion autorisés continuent de regarder avec condescendance.

² www.lejisl.com/edition-du-creusot/2011/07/18/des-explorateurs-en-herbe

³ Le Réveil de la Vivre (Bourgogne); Racines charnelles (Rhône-Alpes); Retour à la Terre (Allier); Jeune Bretagne - "Ti Breizh" (Finistère); Vlaams Huis (Nord); Terroirs et productions de France (Gironde); La ferme de Saumane (Hautes Alpes); Terres Arvernes (Clermont Ferrand); Terre et Peuple (Alpes de Haute Provence). À l'échelle nationale : le Mouvement d'action sociale (MAS) propose de promouvoir l'écologie, le bio, le micro-crédit, les Amap, les systèmes d'échanges locaux, à fin de préserver notre environnement et la richesse des terroirs.

⁴ Dans cette mouvance, aussi, on est "transportés" par un mythe, on caresse, aussi un rêve, on est soulevés, aussi, par un élan... coiffé, peut être, par un heaume Celte, mais exaltant les âmes, au même titre que n'importe quel autre rêve, quel autre espoir.

⁵ Cela rappelle comment les tenants de l'agriculture productiviste s'efforcent de cacher "l'Exploitant agricole" derrière la figure du "Paysan", dont ils se sont emparés, après l'avoir, longtemps, méprisée.

⁶ L'Huma (15 Avril, 2019), affirme que la promotion du "localisme" dans le programme du FN remonte aux années 1990 et marque un retour aux thèses de la Nouvelle Droite. D'autres medias (Basta Mag, Reporterre, 20 Minutes, Le Point, Le Figaro, Révolution permanente, L'opinion...) avancent des interprétations en des termes équivalents.

⁷ Même l'interview que Daniel Cohn-Bendit donne à L'Express (26/05/2019) en dénonçant (sans plus de précautions), "une écologie d'extrême droite qui serait un retour au localisme" risque de renforcer ce point de vue.

Quoi qu'il en soit, on a pas attendu les années '70-'80 pour comprendre que l'irréfrénable esprit de compétition des sociétés utilitaristes, régies par le culte du gigantisme, entraînait une formidable déperdition des ressources territoriales, disponibles au niveau local.

L'élaboration d'un point de vue

La stratégie du productivisme et de l'expansion infinie des trente glorieuses a été critiquée très tôt.

Dès les années '50, Léopold Kohr (*L'Effondrement des puissances*) la conteste, proposant le concept de développement endogène, de « dimension humaine » et « d'échelle intelligible ». Ses idées (ainsi que les conclusions du Club de Rome : *Les limites de la croissance*. 1972) sont à l'origine du concept rétro-futuriste de « *small is beautiful* », d'Ernst Friedrich Schumacher (1973) et de son plaidoyer pour des « environnements à taille humaine »⁸. Au même moment, Ivan Illich (qui a participé activement à la Résistance italienne), élabore le concept de « contre-productivité », montrant qu'au-delà de certaines dimensions, les normes et les contrôles étouffent l'autonomie et la créativité des acteurs.

Ces spéculations théoriques trouvent une remarquable confirmation, lorsqu'il devient possible de confronter l'appauvrissement des territoires périphériques, imposée par la métropolisation fordiste des capitales industrielles, avec un modèle de développement (industriel) antithétique des sociétés locales, qui est en train de modifier, en profondeur, la socio-économie de l'Italie, à travers la valorisation des gisements patrimoniaux des territoires⁹.

La Città fabbrica

Au *Politecnico di Milano*, un groupe de chercheurs (urbanistes, sociologues, architectes) parmi lesquels Alberto Magnaghi¹⁰, reprend le concept de « ville-usine », avec lequel le mouvement ouvrier avait décrit la domination exercée par Fiat sur toute l'aire métropolitaine turinoise. En le généralisant à l'ensemble du « *triangle industriel* » d'Italie du Nord (Turin, Gênes, Milan), ils analysent les retombées négatives que la concentration industrielle de ces métropoles entraîne sur leurs territoires périphériques.

En 1970, l'ouvrage collectif *La Città fabbrica*, décrit comment le flux massif d'exode rural, drainé par les chaînes de montage des usines métropolitaines, dépouille les territoires avoisinants de leur identité, imposant, à tous et partout, une homogénéisation marchande des styles de vie, faisant de chacun une pièce interchangeable, fonctionnelle à l'organisation de la production industrielle; l'usine devient le paradigme de la métropole, dont le fonctionnement est optimisé par les méthodes standardisées de l'organisation fordiste.

⁸ E-F Schumacher (*Small is beautiful - A Study of Economics as if People Mattered*. Blond & Briggs, 1973. Le Seuil, Contretemps, 1978). Cet ouvrage (où "petit" est, pratiquement, synonyme de local et de rapports interpersonnels), montre que des unités de "petite dimension", autonomes, gérées en direct, peuvent être plus pertinentes et plus performantes qu'un regroupement centralisé qui détruit les solidarités locales et entraîne un cortège de dépendances, d'intermédiations, de contrôles.

⁹ T. Regazzola. Italie du Nord : micro industrialisations extra-urbaines et plein emploi.
www.persee.fr/doc/spgeo_0046-2497_1999_num_28_1_1220

¹⁰ Proche de "l'Operaïsme" italien (fin des années '50), Magnaghi est familiarisé avec les pratiques de l'enquête ouvrière et de la *co-recherche*.

Les Districts industriels

Au même moment, on commence à prendre conscience¹¹ qu'un modèle singulier d'industrialisation prolifère, silencieusement, recouvrant les *hinterlands* des villes petites et moyennes de vastes zones d'Italie du Nord et du Centre¹², éloignées des régions industrialisées. Nombre d'experts japonais, américains et italiens se penchent sur ces concentrations productives atypiques, analysant le développement et le fonctionnement des Districts industriels de la « *troisième Italie* »¹³. Leurs travaux montrent que ces industrialisations n'ont été planifiées, ni voulues par personne. Qu'elles se sont constituées dans chaque territoire, par accumulation de petites entreprises autonomes, spécialisées dans différentes phases de fabrication d'un même produit. Que, bon gré mal gré, les unités d'un même district sont contraintes à coopérer (solidarité) car leur sort dépend du succès de l'ensemble. Qu'elles sont organisées en réseaux non hiérarchiques, dépourvus de management central, coordonnées par une négociation permanente. Que, partout, on préfère la multiplication de cellules de petite taille, plutôt que le développement d'entreprises de grande taille.

Ces recherches constatent que, malgré une urbanisation chaotique et une grande incurie environnementale, les *hinterlands* de ces villes de petite-moyenne dimension, n'ayant pas subi l'homogénéisation de la grande industrie, conservent tout un ensemble de caractères socio-territoriaux, généralement, ignorés par la pensée académique (savoir-faire, compétences, culture, enracinement territorial, relations sociales solides), qu'il s'agit de ressources productives abondantes, gratuites, librement disponibles, permettant des économies de relation non négligeables. En somme, elles confirment que performance économique et performance socio-relationnelle sont fortement corrélées et que cette corrélation constitue un avantage compétitif important.

La rapprochement de ces deux modèles d'industrialisation corrobore l'intuition que les « *facteurs extra-économiques du développement* » jouent un rôle éminent dans les processus de création de richesse et qu'en détruisant les patrimoines locaux, la métropolisation centre-périphérie, compromet le développement du territoire.

Métropole et « espaces ouverts ».

Après la publication de *La Città fabbrica*, ce groupe de chercheurs prend en charge le projet du Parc agricole Milano sud, dont l'existence n'a pu être institutionnalisée qu'au début des années 2000, après 20 ans de dures batailles politico-administratives.

Il s'agit de doter la plus grande aire urbaine d'Italie (cœur économique, industriel, financier, commercial et universitaire du pays, avec sept millions d'habitants), d'un poumon vert en créant, sur 61 communes, le plus grand parc agricole d'Europe (47000 hectares des terres cultivables), les

¹¹Le premier signalement est dû à Calogero Muscarà : *Il nuovo Veneto : paesaggio immutato, economia in trasformazione*. Bull St Geo, Rome 1963. Pour ma part, j'ai montré qu'en Vénétie, on peut repérer cette forme d'industrialisation, dès les années '50 et que son développement est dû à la farouche volonté des acteurs locaux (Curés, Élus, Instituteurs, Partis politiques, Syndicats -y compris agricoles,...) d'empêcher le déracinement des jeunes et la désertification du territoire (T. Regazzola : *Il processo d'industrializzazione della Castelana* (1950-1970); Dipartimento Scienze Economiche dell'Università di Cà Foscari (Venezia). In *Economia e Società regionale* n° 91/3. 2005. Angeli. Milano. T. Regazzola : *Alcune osservazioni sullo sviluppo del Veneto*. ESR 24/4. 2006 Franco Angeli Milano).

¹² Des formations analogues seront identifiées, aussi, en France (Vallée de l'Arve, Thiers, Choletais, Oyonnax...), au Brésil et ailleurs, dénommées SPL (Systèmes de Production Localisés).

¹³ Leurs recherches rattachent cette forme de développement, basé sur les économies externes d'agglomération (au lieu que sur les économies d'échelle) aux idées d'Alfred Marshall qui, dès 1890, avait décrit le "district industriel" USA, théorisant les avantages dérivant du "partage des contextes" (*shared background*). Les caractéristiques de ces ensembles seront systématisées seulement en 1977 par Arnaldo Bagnasco : [Tre Italie. La problematica territoriale dello sviluppo italiano - Il Mulino](#).

préservant d'une urbanisation galopante. Il s'agit, surtout, de s'affranchir des hiérarchies du modèle centre-périphérie et des découpages administratifs canoniques et d'élaborer une planification territoriale rétablissant la cohérence entre ville et campagne et de concevoir une métropole où les « espaces ouverts » feraient système, avec l'urbanisé qu'ils entourent.

L'approche territorialiste.

Nombre de chantiers écologiques d'aménagement territorial, conduits avec des institutions et des associations d'acteurs citoyens, offrent à nombre d'urbanistes, sociologues, chercheurs, également réticents quant à la planification autoritaire, l'occasion d'approfondir le travail d'hybridation pluridisciplinaire entre écologie et urbanisme.

Cherchant à coordonner leurs activités, ils se regroupent dans une « *scuola territorialista* », autour du LaPEI (Laboratoire d'aménagement écologique des installations humaines), institué en 1990, à l'université d'Urbanisme de Florence, dont Alberto Magnaghi est la figure de proue. En 2000, celui-ci publie « *Le Projet local* » qui esquisse les principes d'un « localisme conscient » et débouche, en 2010, dans la constitution de la Société des territorialistes¹⁴.

Quelques années plus tard, cette perspective alternative à la métropolisation « centre-périphérie », franchit les Alpes et constitue, en France, le Réseau des Territorialistes, actif dans différentes régions.

Loin d'envisager les territoires comme étendues vacantes, où il serait loisible d'installer toute sorte d'ouvrages, d'activités, de fonctions ... loin d'institutionnaliser la séparation urbain - rural, en hiérarchisant les espaces, l'approche territorialiste (ou localiste) appréhende chaque habitat comme un écosystème où urbain et rural sont en interaction permanente. En même temps, elle constate que, dans le réel, tout lieu habité ressemble, de plus en plus, à un agrégat d'acteurs réunis par les circonstances les plus diverses (opportunités foncières, contraintes d'emploi, itinéraires affectifs), qu'il constitue la confluence de besoins, projets, styles de vie, cultures et origines différents.

Ainsi, quand l'approche territoriale parle de communauté, elle ne vise d'aucune façon le groupe ethnique, soudé par le sang, assignant les individus à cette identité organique, fantasmée par le communautarisme. Loin d'y voir une origine, l'approche territoriale pense la communauté, comme un devenir, favorisé, sans doute, par la proximité, mais généré, surtout, par l'engagement collectif dans la construction d'un devenir et dans la constitution d'un « nous ».

Dans chaque territoire, de très nombreuses initiatives pionnières jouent le rôle de laboratoires d'expérimentation et démonstration. Elles illustrent, aux yeux de tous, qu'il est tout à fait possible de produire, localement, des biens et des services; elles témoignent que ces derniers peuvent être valorisés par des dispositifs de circulation qui captent une part non négligeable de la valeur ajoutée, sans, pour autant, réduire le citoyen à simple consommateur. Elles montrent, ainsi, d'une façon très concrète, que d'autres fonctionnements économiques sont possibles. Leurs pratiques constituent autant de critiques en acte de la distribution de masse et du système économique global et on peut affirmer que les messages qu'elles délivrent, loin de tomber dans le vide, contribuent puissamment à faire évoluer nos représentations collectives¹⁵.

¹⁴ Parmi lesquels Magnaghi, Giacomo Becattini, Giuseppe Dematteis, Françoise Choay, Luisa Bonesio, Serge Latouche...
www.societadeiterritorialisti.it/2011/12/23/organi-della-sdt

¹⁵ C'est, sans doute, la pression du consomm'acteur qui a obligé Monoprix, Carrefour, Auchan à révolutionner la disposition de leurs linéaires, pour faire une place à leurs propres marques bio... qui a poussé Leclerc à créer ses "Alliances Locales" qui trustent, déjà, plus de 5000 producteurs de proximité (100 kms). Les comportements du consomm'acteur qui annoncent la prochaine disparition de la demande d'œufs en cage (moins 3,4 % en volume, par an, contre des progressions à deux chiffres pour les élevages alternatifs), ont, certainement, obligé les géants de l'œuf (Avril, d'Aucy, l'Œuf de nos Villages, Le Gouessant, etc...), ceux de la grande distribution, de la restauration commerciale et collective, ainsi que ceux de l'industrie alimentaire s'engageant (d'ici 2025) à...

Cependant, malgré leurs efforts et leur numérosité, malgré leur influence globale sur les mentalités, les opinions, les attitudes, les tendances, elles ne peuvent empêcher que leur propre espace soit l'objet d'aménagements et d'équipements par les forces externes de la globalisation, qui les modèlent à leur convenance, sans s'encombrer des propositions de quelques groupuscules isolés, d'échelle locale et de peu de poids.

Résister aux injonctions du marché global n'est possible qu'en élaborant une stratégie de développement local spécifique, fondée sur les gisements matériels existants (ressources environnementales, culturelles, savoir-faire alimentaires ou/et manufacturiers), mais aussi sur la mise en valeur des énergies et compétences existantes.

C'est dire qu'aucun projet d'aménagement-développement ne saurait être élaboré, sans que les « acteurs faibles » du territoire (nouveaux venus, enfants, femmes, jeunes, personnes âgées, handicapés, étrangers, immigrés...), n'aient trouvé l'écoute nécessaire, sans que leurs demandes d'intégration et d'équité n'aient reçu les réponses adéquates et sans que les collectifs citoyens¹⁶ qui travaillent, déjà, à élaborer une nouvelle syntaxe des rapports sociaux, n'aient été reconnus en tant qu'interlocuteurs de plein droit, par les dépositaires des pouvoirs locaux d'aménagement de l'espace¹⁷. C'est pourquoi, la perspective territorialiste (ou localiste) considère indispensable que toutes les initiatives citoyennes soient évaluées et, surtout, reconnues en tant que ressources utiles à la transition et que les négociations, réservées, habituellement, aux intérêts dominants, fassent une place aux acteurs qui s'efforcent d'explorer et valoriser les spécificités du milieu, d'organiser des formes locales de circulation autonome de biens et services soustraites à l'emprise du marché global. Elle considère indispensable que ces précurseurs locaux de la transition soient intégrés comme partie prenante de l'invention du futur de leurs espaces.

On est, ici, au cœur même de l'approche territoriale.

Loin d'être une politique publique que l'on projetterait sur l'ensemble de l'espace national, l'approche territoriale n'est (littéralement) qu'un point de vue : elle consiste à regarder l'existant (y compris l'espace national), à partir non pas d'un centre panoptique, mais d'un point situé nécessairement dans UN territoire spécifique. Bien que le dessein à long terme, consiste, toujours, à favoriser l'évolution du paradigme dominant (le fameux « dépassement du capitalisme »), la démarche territoriale concentre son attention et ses efforts sur des espaces, à chaque fois, particuliers, dont il s'agit d'appréhender et de valoriser les caractéristiques, les ressources et les énergies. Sa stratégie¹⁸ consiste à construire, dans chaque territoire, un « nous » spécifique, en intégrant dans la négociation les groupes « faibles », ainsi que les précurseurs de la transition, à multiplier, autant que possible, au sein même du système dominant, les dispositifs de circulation (production-distribution-consommation), de petites dimensions, relativement autonomes, par rapport au marché global et à les interconnecter, pariant, en quelque sorte, que la supériorité d'îlots de développement fondés sur des paramètres différents modifierait les termes du paradigme de gouvernance globale par un processus de contamination progressive.

déplacer leurs capitaux (et leurs contrats d'intégration), des œufs de cages, aux élevages alternatifs. De même, c'est en observant attentivement le comportement du consomm'acteur que la multinationale USA Hain Celestial (2,3 milliards de dollars), a racheté Danival et Lima Food (gros producteurs français de légumes bio); que Dean Food (90 % du lait aux USA) a racheté Alpro (leader Européen du soja bio) et que le fond de pension Activa Capital a racheté ProNatura (leader Français de la distribution de fruits et légumes bio).

¹⁶ Consommateurs critiques, groupes d'achat et d'échange solidaires, finance éthique, banques du temps, fermes pédagogiques, éco-villages, coopératives, entreprises autogérées, communautés agricoles, commerce équitable, ESS, AMAP, SEL, Cigales... boutiques de gestion, crèches parentales, entreprises d'insertion, de bio construction, de récupération, de production d'énergie ...

¹⁷ Les pouvoirs d'aménagement peuvent appartenir aux structures les plus diverses : programmes, pactes, plans, projets, agendas, contrats... impliquant, différemment, collectivités locales, pouvoirs publics, acteurs économiques, organismes de recherche...

¹⁸ Il s'agit d'une stratégie de grande patience, dans la mesure où il faut, non seulement, que le management du projet partage ces orientations, mais aussi désamorcer l'état d'esprit fortement antipolitique d'un certain nombre de structures vertueuses du territoire qui répugnent à "se compromettre avec les institutions".

Non : décidément, le souci du local n'est pas « *un concept élaboré dans les années 1970-1980, par l'extrême-droite la plus réactionnaire* ». Même à l'époque de la mondialisation, les plaidoyers pour le local et la petite dimension ne sont ni une marque d'idéologie réactionnaire, ni celle d'une vision nostalgique, esthétisante des territoires.

Il ne s'agit pas de « *mettre le local à la première place* » car aucune politique globale ne saurait affranchir un espace particulier de la globalisation, ni de négliger les enjeux spécifiques des métropoles, ou de les remplacer par des constellations d'enclaves protégées.

Tout au contraire, il s'agit, de remédier au vaste gaspillage de ces énergies citoyennes qui, déjà, ont commencé à expérimenter, mettre en forme et valider différents arrangements d'auto-développement, dans leurs propres espaces; il s'agit de permettre à leur efficacité de monter à un niveau supérieur, en reconnaissant la compétence de leurs acteurs, en les instituant partie prenante de la négociation, dès l'origine du processus, pour les intégrer à la constitution d'un nouveau sujet collectif (une communauté), pour en faire les co-auteurs d'une nouvelle architecture locale, basée sur la mise en valeur des ressources du territoire et sur l'exploitation des avantages compétitifs (économies relationnelles) que recèle la densité des liaisons de proximité.

L'approche territoriale est, au demeurant, la seule instance qui, procédant de lieux réels, propose, comme préalable systématique à toute intervention sur l'espace, l'inclusion, dans la conception même du projet, de l'ensemble des groupes, dont la légitimité serait reconnue, à parité avec les dépositaires du pouvoir.

On peut se demander pourquoi cette approche a été synthétisée d'abord en Italie.

Cela tient, certainement, à l'influence d'Alberto Magnaghi, figure de proue du mouvement.

Cela tient peut-être, aussi, au pluralisme, à la fragmentation et au différentialisme italiens, plus enclins à l'adaptation locale des normes, aux dérogations, à la flexibilité et aux assouplissements.

Sans doute, elle aurait été plus difficile dans le royaume de « l'universalisme républicain » et du culte de la puissance de l'État, où la religion de l'égalité des territoires surplombe l'organisation du corps social.

Mais cela tient peut-être, aussi au fait que, en France, le développement des SPL (Systèmes productifs localisés) n'a jamais atteint une ampleur suffisante pour qu'on cesse de les regarder comme des simples anomalies, dans un tissu socio-territorial régit par le centralisme jacobin et pour rendre inévitable une confrontation de fond avec la métropolisation basée sur le modèle canonique du développement centre-périphérie¹⁹.

¹⁹ On ne saurait négliger que dans la même période où des régions agricoles du Nord-Italie se lançaient dans une métamorphose micro-industrielle, les systèmes industriels locaux Français disparaissaient, balayés par la rationalisation productive (B. Ganne, 1991).